

## **Réunion conjointe de la Plateforme océanienne pour la gestion des risques de catastrophes et de la Table ronde des îles océaniques sur le changement climatique**

***THÈME : Renforcement de la préparation aux catastrophes naturelles : stratégie régionale intégrée de gestion des risques de catastrophes et d'atténuation du changement climatique***

**8 au 11 juillet 2013, Nadi (Fidji)**

### **DÉCLARATION DE LA RÉUNION CONJOINTE**

**NOUS**, représentants des États et Territoires insulaires océaniques<sup>1</sup>, des organisations de la société civile, des organisations régionales et des partenaires du développement participant à la première réunion conjointe de la plateforme océanienne pour la gestion des risques de catastrophes et de la Table ronde océanienne sur le changement climatique tenue à Nadi (Fidji) du 8 au 11 juillet 2013 ;

1. **RAPPELONS** la décision prise en 2005 par les dirigeants du Forum des îles du Pacifique qui, désireux de relever les défis d'un développement adapté au changement climatique, ont approuvé le Cadre d'action océanien en vue de la réduction des risques liés aux catastrophes et de la gestion des catastrophes 2005-2015 aligné sur le Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015, et le Cadre océanien d'intervention sur les changements climatiques (PIFACC) 2006-2015 aligné sur la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ;
2. **RAPPELONS** l'engagement pris en 2011<sup>2</sup> par la Table ronde océanienne sur le changement climatique, la plateforme océanienne pour la gestion des risques de catastrophes, le Conseil météorologique du Pacifique, le Conseil d'administration du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement et le Comité des représentants des gouvernements et administrations du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique en faveur de l'élaboration d'une stratégie régionale intégrée de gestion des risques de catastrophes et d'atténuation du changement climatique ;
3. **RECONNAISSONS** que ces cadres régionaux et mondiaux de politiques et de planification complètent et appuient les instruments stratégiques nationaux ;
4. **RECONNAISSONS** qu'une démarche intégrée de gestion des risques de catastrophes, d'adaptation à la variabilité et au changement climatique et de réduction des émissions de gaz à effet de serre faisant intervenir l'ensemble des secteurs renforcera le développement durable en mettant l'accent sur la réduction de la vulnérabilité et sur l'adaptation des collectivités et des infrastructures et en favorisant la mise en œuvre d'initiatives sur les énergies renouvelables et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans le Pacifique ;
5. **SOULIGNONS** qu'un partenariat renforcé à tous les niveaux favorisera cette intégration ;

---

<sup>1</sup> Îles Cook, États fédérés de Micronésie, Fidji, Guam, Îles Marshall, Kiribati, Nauru, Nioué, Nouvelle-Calédonie, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Samoa, Samoa américaines, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu et Wallis-et-Futuna.

<sup>2</sup> Mandat de 2011

6. **RAPPELONS** que la variabilité et le changement climatiques et les catastrophes naturelles représentent le principal obstacle au développement durable dans la région océanienne, que leurs vastes incidences viennent s'ajouter aux enjeux économiques, environnementaux, sociaux et sécuritaires déjà complexes auxquels la région doit faire face, imposent un fardeau supplémentaire aux responsables de l'aide humanitaire, de la gestion des situations d'urgence et des systèmes de développement et pèsent sur les budgets nationaux et sur les efforts engagés pour réaliser les objectifs nationaux de développement ;
7. **APPRÉCIONS** l'esprit d'initiative manifesté par les États et Territoires insulaires océaniques en faveur de l'adoption d'une approche intégrée, lorsque cela est jugé nécessaire, et notons que la stratégie régionale intégrée complétera et appuiera les démarches entreprises à l'échelle nationale ;
8. **NOUS FÉLICITONS** des mécanismes régionaux de coordination déjà en place — par exemple, la plateforme océanienne pour la gestion des risques de catastrophes, la Table ronde des îles océaniques sur le changement climatique, le Conseil météorologique du Pacifique, les consultations sur l'eau et l'assainissement et les réunions des spécialistes de la gestion des catastrophes — qui ont favorisé un mode de développement à l'épreuve des catastrophes, des risques et du changement climatique dans le Pacifique ;
9. **RECONNAISSONS** l'engagement pris par les partenaires de développement de fournir l'aide financière et technique requise pour appuyer le renforcement des capacités d'adaptation ;
10. **RAPPELONS** les grands principes qui sous-tendent le processus d'élaboration de la feuille de route :
  - le leadership des États et Territoires insulaires océaniques ;
  - l'investissement des États et Territoires insulaires océaniques et de leurs partenaires ;
  - la prise en compte des forces et des priorités des collectivités tout entières, y compris des groupes marginalisés et vulnérables.

#### **CONVENONS DE CE QUI SUIT :**

11. **ADOPTER** dans la mesure du possible des pratiques capables de résister aux effets du changement climatique et des catastrophes dans tous les secteurs du développement, y compris l'agriculture, les pêches, la foresterie, l'éducation, la santé, l'énergie, les transports, les infrastructures, l'eau et l'assainissement et le tourisme, en tenant compte des liens qui existent entre ces différents secteurs et en insistant sur l'application d'approches écosystémiques particulières — par exemple, gestion intégrée des bassins versants, « des crêtes jusqu'aux récifs », des zones côtières et des écosystèmes insulaires globaux — pour mieux faire face aux risques climatiques et aux risques de catastrophes ;
12. **VEILLER** à ce que les organismes nationaux de financement et de planification adoptent une approche stratégique globale de participation du pays tout entier favorable à l'intégration des enjeux liés aux risques de catastrophes et aux risques climatiques dans les processus de planification, d'établissement des budgets et de prise de décisions ;
13. **EXHORTER** les partenaires de développement à harmoniser leurs modalités et mécanismes de financement avec les cadres nationaux et régionaux de politiques et de planification en tenant compte des besoins des États et Territoires insulaires océaniques et de leurs situations différentes ;

14. ENCOURAGER les partenariats publics/privés à tous les niveaux, et veiller à promouvoir la participation de tous les secteurs de la société, y compris les collectivités vulnérables et en particulier les personnes handicapées, les femmes, les jeunes, les enfants et les personnes âgées, en tenant compte de leurs aptitudes et connaissances particulières afin de réduire leur vulnérabilité et d'accroître leur capacité d'adaptation ;
15. APPUYER les services d'observation et d'information météorologiques, climatiques, océaniques et géologiques, les services d'observation et d'information sur l'eau, la collecte des données, les technologies appropriées, la prestation de services météorologiques et climatiques fiables et le renforcement des capacités en ces matières, les systèmes intégrés d'alerte précoce multidanger et les analyses socioéconomiques permettant d'étayer les décisions de gestion des risques de catastrophes et d'atténuation du changement climatique ;
16. VEILLER à assurer la préservation et l'utilisation des connaissances et pratiques traditionnelles et locales afin d'accroître les capacités d'adaptation des collectivités et d'intégrer le cas échéant ces connaissances et pratiques dans les politiques et stratégies nationales, en accord avec le principe du consentement préalable en connaissance de cause des détenteurs traditionnels de ces connaissances et pratiques ;
17. APPUYER le renforcement des capacités de préparation et de riposte aux situations d'urgence et aux catastrophes dans l'ensemble des secteurs à l'échelle locale, infranationale, nationale et régionale, en veillant à améliorer l'interopérabilité entre les principaux intervenants pour favoriser une gestion efficace des services d'aide humanitaire et des mesures de réduction des risques visant les populations touchées ;
18. RECONNAÎTRE l'importance des pertes et des préjudices pour les États et Territoires insulaires océaniques et, le cas échéant, promouvoir la mise en place, dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), d'un mécanisme international de gestion des pertes et des préjudices imputables aux effets néfastes du changement climatique, en reconnaissant la menace que fait peser sur l'existence des États et Territoires insulaires océaniques l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre ;
19. RENFORCER le processus d'élaboration d'une stratégie intégrée de gestion des risques de catastrophes et d'atténuation du changement climatique mettant clairement l'accent sur l'adaptation, conformément aux jalons posés dans la feuille de route ;
20. DEMANDER au Secrétariat de veiller à la diffusion à tous les participants du résumé du président de la réunion conjointe d'ici à août 2013.

**DEMANDONS** à la communauté des spécialistes de la gestion des risques de catastrophes et de l'atténuation du changement climatique de :

21. VEILLER à l'élaboration rapide d'une stratégie intégrée de gestion des risques de catastrophes et d'atténuation du changement climatique afin de promouvoir un mode de développement à l'épreuve du climat dans le Pacifique, conformément aux jalons posés dans la feuille de route ;

22. DIFFUSER et promouvoir les messages transmis par le biais de la présente déclaration au plus vaste auditoire possible, au niveau national, régional et international, et veiller à ce qu'ils soient pris en compte dans les processus en cours du cadre de réduction des risques de catastrophes pour l'après-2015, du programme de développement de l'après-2015, et du processus global « Rio+20 », et en particulier la troisième conférence des PÉID de 2014 ;
23. RECONNAÎTRE et harmoniser les synergies entre le Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention sur la diversité biologique, ainsi qu'entre les programmes pertinents issus d'autres accords multilatéraux sur l'environnement qui appuient le renforcement des capacités d'adaptation.

Adoptée le : jeudi 11 juillet 2013